
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs

**Rapport
annuel
1999-2000**

Le contenu de cette publication a été rédigé par
la Commission de reconnaissance
des associations d'artistes et
des associations de producteurs

Cette publication a été produite par
Les Publications du Québec
1500-D, rue Jean-Talon Nord
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal — 2000
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-19350-8
ISSN 0843-9591

© Gouvernement du Québec, 2000

Tous droits réservés pour tous pays.
La reproduction par quelque procédé que ce soit
et la traduction, même partielles, sont interdites,
sans l'autorisation des Publications du Québec.

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport d'activités de la *Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs* pour la période comprise entre le 1^{er} avril 1999 et le 31 mars 2000.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les meilleures.

Ministre de la Culture
et des Communications

Agnès Maltais

Québec, juin 2000



Mme Agnès Maltais
Ministre de la Culture
et des Communications et
Hôtel du Parlement
Québec

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre, conformément à l'article 55 de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma*, le rapport d'activités de la *Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs*, qui porte sur la période du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000 et qui doit être déposé devant l'Assemblée Nationale.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Président

M^e Jean Corriveau

Montréal, juin 2000



Table des matières

**Les membres et le personnel
de la commission 9**

Mot du président 11

La commission 13

— Mandat 13

— Activités 15

1. Avis de négociation 15
2. Médiation 16
3. Arbitrage 16
4. Dépôt d'entente collectives 16
5. Demandes de reconnaissance 17
6. Audiences et demandes pendantes 17
7. Associations reconnues 18
8. Décisions 18
9. Protection des renseignements personnels 18
10. Code de déontologie 19



LES MEMBRES ET LE PERSONNEL DE LA COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS D'ARTISTES ET DES ASSOCIATIONS DE PRODUCTEURS

LES MEMBRES

M^r Jean Corriveau,	président
M^r Marie Lucie Doyon,	vice-présidente
Mme Madeleine Panaccio,	membre
M. Jean Pierre Desaulniers,	membre additionnel
Mme Stéphane Leclerc,	membre additionnel

LE PERSONNEL

M^r Hélène Lavallée,	secrétaire et conseillère juridique
Mme Fleur-Ange Miller,	technicienne en administration



MOT DU PRÉSIDENT

Point marquant de l'année 1999-2000, la Commission, dans le cadre du processus de reconnaissance des associations de producteurs prévu par la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma*, procédait à l'examen des demandes de l'*Association des producteurs de film et de télévision du Québec (APFTQ)*, de l'*Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ)* et faisait enquête sur l'applicabilité de la Loi à l'industrie du multimédia à la demande de l'*Association des producteurs de multimédia du Québec (APMQ)*.

Parallèlement, la Commission prenait en délibéré les requêtes de l'*Union des artistes (UDA)* et de l'*Association des professionnels de la vidéo du Québec (APVQ)* et accordait la reconnaissance pour de nouveaux secteurs de négociation, à l'*Açtra Performers Guild (APG)* et la *Writers Guild of Canada (WGC)*.

Enfin, la Commission initiait un processus de concertation entre les principales associations ou institutions québécoises d'artistes et de diffuseurs oeuvrant à l'échelle nationale en vue de mieux faire connaître de la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels des métiers d'art et de la littérature et sur leur contrats avec les diffuseurs* et d'en parachever l'implantation. Au terme de ce processus, un bilan des actions engagées sera dressé et un avis sera transmis à la Ministre de la culture et des communications sur la mise en œuvre de la Loi.

En marge de ces travaux, la Commission, après avoir consulté les organismes publics responsables des programmes de soutien ou de financement relatifs à la diffusion des œuvres, recommandait à la Ministre l'introduction, à même ceux-ci, d'incitatifs vigoureux dans le cadre de leur révision annuelle. Cette recommandation visait les programmes gérés par le *Conseil des arts et des lettres du Québec*, la *Société de développement des entreprises culturelles du Québec* et le *Ministère de la culture et des communications*.

Comme en font foi les activités de l'année écoulée, la Commission s'engage dans une double perspective pour la prochaine année : d'abord celle de compléter l'examen des requêtes visant la reconnaissance des associations de producteurs afin de faciliter la signatures d'ententes collectives portant sur les conditions minimales de travail des artistes de la scène, du disque et du cinéma; ensuite, celle de poursuivre les travaux de sensibilisation auprès des milieux de la diffusion, particulièrement ceux du secteur privé non subventionné, afin que de consolider et de développer, quant aux œuvres et à leur diffusion, des pratiques contractuelles conformes à la Loi.



LA COMMISSION

MANDAT

La *Commission de reconnaissance des associations d'artistes* a été instituée par suite de l'adoption par l'*Assemblée nationale*, le 17 décembre 1987, de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma* (L.R.Q. c.S-32.1, ci-après appelée la Loi).

Depuis le 12 juin 1997, date à laquelle le *Projet de loi no. 64* était sanctionné, la Loi a été modifiée afin principalement de prévoir la reconnaissance des associations de producteurs. La Commission devenait alors la *Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs*. Diverses modifications à la Loi étaient par ailleurs apportées afin notamment de faciliter la médiation et l'arbitrage de différends et de griefs.

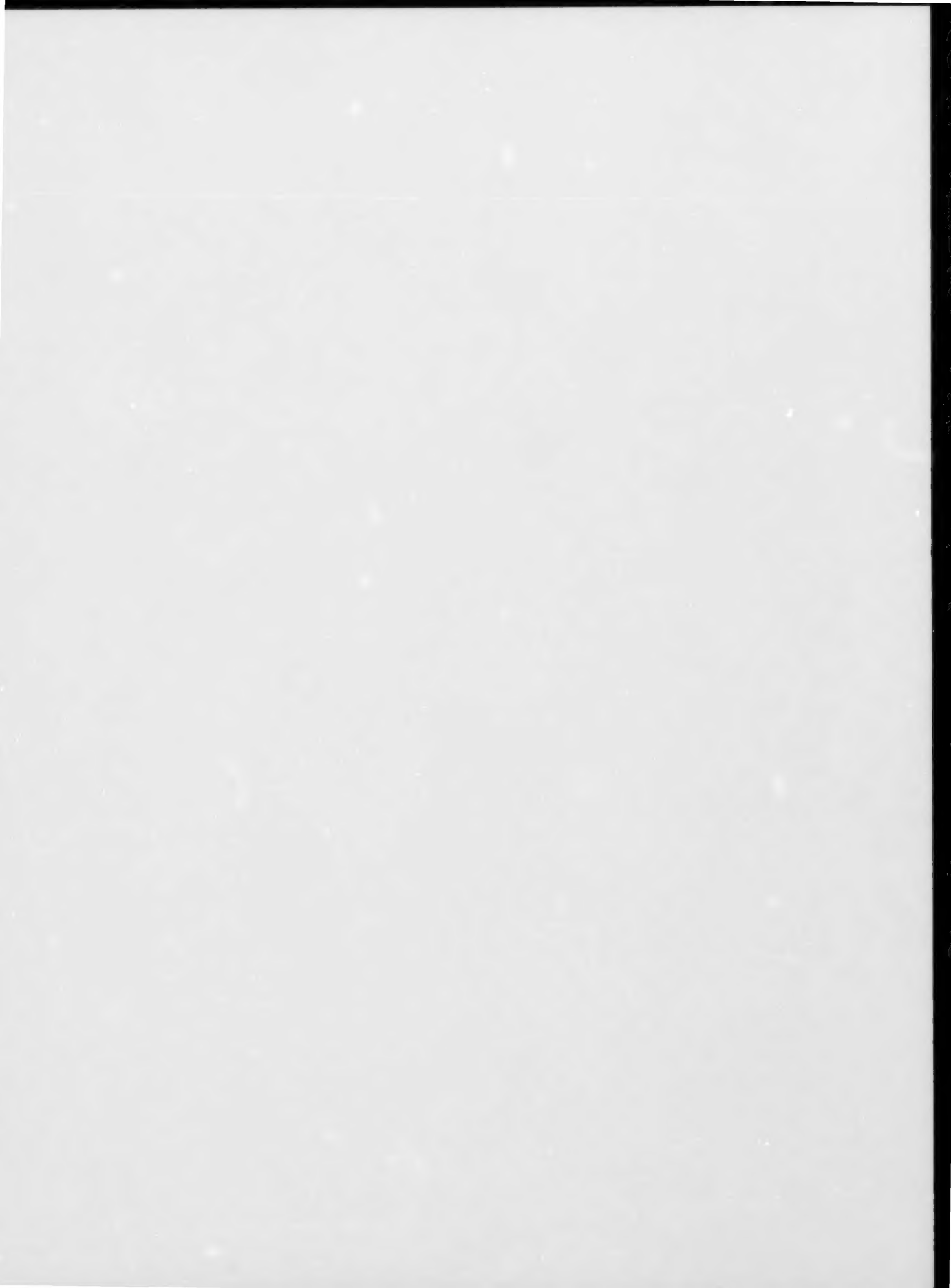
La Loi s'applique aux artistes et aux producteurs dans les domaines de la scène, y compris le théâtre, le théâtre lyrique, la musique, la danse et les variétés, le film, le disque et les autres modes d'enregistrement du son, le doublage et l'enregistrement d'annonces publicitaires. La *Commission* est un tribunal administratif qui se compose de trois membres, dont un président et un vice-président ; ses décisions doivent être motivées par écrit et elles sont finales et sans appel.

La *Commission* a pour fonctions principales de :

- définir les secteurs de négociations ou les champs d'activités pour lesquels une reconnaissance peut être accordée;
- reconnaître les associations d'artistes et les associations de producteurs compétentes à négocier des ententes collectives;
- dresser annuellement une liste de médiateurs et d'arbitres après consultation des associations reconnues d'artistes et des associations de producteurs;
- désigner un médiateur pour la négociation d'une entente collective, à la demande de l'une ou l'autre des parties;
- désigner un arbitre de différend à la demande d'une partie lors de la négociation d'une première entente collective si le processus de médiation s'est avéré infructueux ou à la demande des deux parties lors de la négociation des ententes collectives subséquentes;
- désigner un arbitre de griefs, à défaut d'entente entre les parties ou si l'entente collective ne pourvoit pas à sa nomination.

En outre, la *Commission* donne des avis au ministre de la Culture et des Communications sur toute question concernant l'application de la Loi et sur les mesures visant à protéger le statut professionnel de l'artiste.

Enfin, en vertu de la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs* (L.R.Q. c. S-32.01), adoptée par l'*Assemblée nationale* le 22 décembre 1988, il appartient à la *Commission* depuis le 1^{er} décembre 1989 de reconnaître une association professionnelle apte à représenter les artistes dans chacun de ces domaines.



ACTIVITÉS

Du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000

1. Avis de négociation

Au cours de l'année 1999-2000, la *Commission* a reçu copie d'avis de négociation transmis par les associations reconnues suivantes :

- **Actra Performers Guild**
- Canadian Film and Television Production Association (CFTPA)
 - Association des producteurs de films et de vidéo du Québec (APFTQ)
- **La Guilde des Musiciens du Québec (GMQ) à**
 - Moulin du Portage
 - Orchestre Philharmonique du Nouveau Monde
 - Corporation des restaurateurs de Québec
 - Agora Communication
 - Association Hôtelière de la Région de Québec
 - Café des Arts
 - Chœur de Charlevoix
 - Festival Folklorique des enfants du Monde à Beauport
 - Les Fêtes de la Nouvelle-France
 - Fondation de l'Opéra de Québec
 - Projet Bleu-Blues (Brasserie Labatt)
 - Société Nationale du Québec
 - Festival des Arts Traditionnels
 - Place de la Cité
 - Place Ste-Foy
 - Place Laurier
 - Centre commercial Mail Centre-Ville (Sidac)
 - Place Fleur de Lys
 - Orchestre Symphonique de Laval
 - Galeries de la Capitale
 - Festival de l'Oie Blanche
 - Association des Restaurateurs
 - Institut Canadien
 - Les Concerts Claudhel Enr.
 - Centre d'Art La Chapelle
 - Productions Dina Bélanger
 - L'Harmonie de Charlesbourg
 - L'Harmonie de Loretteville
 - Hôtel Royal William
- Hôtel Radisson Gouverneur
- Hôtel Québec Inn
- Hôtel Loews Le Concorde
- Hôtel Québec
- Hôtel Quartier Wandlyn
- Hôtel Plaza
- Hôtel Holliday Inn
- Château Frontenac
- Château Bonne Entente
- Manoir du Lac Delage
- Hôtel Hilton Québec
- L'Impase des Deux Anges
- L'Harmonie des Cascades de Beauport
- L'Harmonie des Chutes
- Centre Molson
- Le Théâtre St-Denis
- La Place des Arts
 - Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ)
- Bar Les Yeux Bleus
- Bar Chez son Père
- Société du Palais Montcalm
- Au Blou Bar
- Restaurant La Scala
- Le Cabaret du Bar Le Clac
- Orchestre symphonique de Sherbrooke
- S.O.S. Suicide
- Le Gavroche
- Groupe Analekta Inc.
- Société des Casinos du Québec Inc.
- Productions Les Misérables
- Shangali Productions
- Le Sainte-Victoire Inc.
- Le Pavillon des arts de Ste-Adèle
- Restaurant « Casey's »
- Comité épiscopal pour la législation, l'administration
- **L'Association des professionnel-le-s de la vidéo du Québec (APVQ) à :**
 - Les Productions Louise Desrosiers et Michael Kelly

- Image Diffusion internationale
- Denis Boucher Communications
- Athans Communications
- Ad hoc Films
- Productions ISCA
- Productions Shanda
- Productions X111
- Sport Action Vidéo
- Productions thalie
- Wild heart Productions
- Les productions Point final
- Association des producteurs de films et de télévision du Québec (APFTQ)
- Orbi-XX1 Productions Inc.
- Les Productions Blanche Montagne Inc.
- **L'Union des Artistes (UDA) à :**
 - Les Productions Cirques EOS Inc.
 - Le Théâtre des bonnes oeuvres
 - Association des producteurs en danse du Québec
 - Pigeons International
 - Les Productions Marie-Lydia inc.
 - Association des producteurs audiovisuels de commande
 - Les Productions Charlot Inc.
 - Les Variétés Artistiques des Laurentides Inc.
 - Théâtres Unis Enfance-Jeunesse Inc.
 - Logistik 22
 - S.O.S. Suicide Jeunesse
 - Industrie et Commerce – Relations internationales
 - Rideau
- **Le Syndicat des technicien-ne(s) du cinéma et de la vidéo du Québec à :**
 - L'Association des producteurs de films et de télévision du Québec (APFTQ)
- **La Writers Guild of Canada à :**
 - Canadian Film and Television Production Association (CFTPA)
 - L'Association des producteurs de films et de vidéo du Québec (APFTQ)

2. Médiation

Au cours de la dernière année, vingt-trois demandes de désignation de médiateurs ont été soumises à la Commission par les associations suivantes :

- Guilde des musiciens du Québec : 16
- L'Union des Artistes : 2
- L'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec : 1
- L'Association québécoise des auteurs dramatiques : 1
- L'Actra Performers Guild : 1
- L'Association des professionnel-le-s de la vidéo du Québec : 2

3. Arbitrage

A ce chapitre, neuf demandes ont été soumises à la Commission dont une par la *Guilde des Musiciens du Québec*, six par l'*Union des Artistes*, une par l'*Association des professionnels des arts de la scène du Québec* et une par l'*Association québécoise des auteurs dramatiques*.

Deux de ces demandes se rapportaient à l'arbitrage de différend, six à l'arbitrage de grief et une à l'arbitrage aux fins de déterminer le montant et les modalités de la retenue.

4. Dépôt d'ententes collectives

Conformément à l'article 35 de la Loi, certaines associations ont déposé auprès de la Commission copies d'ententes collectives intervenues avec divers producteurs.

Au cours de la dernière année, l'**Union des Artistes (UDA)** a donc déposé les ententes conclues avec :

- L'Orchestre Métropolitain du Grand Montréal
- La Corporation de l'Opéra de Montréal (1980) inc.
- L'Orchestre symphonique de Québec
- L'Association Québécoise des Industries techniques de cinéma et de la télévision
- L'Association des compagnies de théâtre inc.

L'UDA a également déposé 572 *reconnaisances de juridiction* intervenues avec des producteurs indépendants et se rapportant à des ententes collectives déjà déposées auprès de la Commission dans les domaines suivants :

- Cinéma et enregistrement (260)
- Règles de scène (100)

- Secteur lyrique (29)
- Annonces publicitaires (154)
- Opéra (1)
- Phonogramme (3)
- Doublage (25)

La Guilde des Musiciens du Québec (GMQ) a déposé les ententes collectives conclues avec :

- Cirsa
- Les Croisières A.M.L. Inc.
- Restaurant Le Brulé
- La Commission des Champs de Bataille Nationaux
- Le Fou Bar
- Agora Communication
- Association des Musiciens des Bois-Francs
- Les Productions Impresario
- Lydia-Françoise Inc.
- Brasserie La Table du Roi
- Bistrot Plus discothèque
- Centre de valorisation du Patrimoine Vivant pour le Festival International des arts traditionnels
- Galeries de la Capitale
- Place Fleur de Lys
- Place Laurier
- Le Chœur de Québec
- L'Orchestre symphonique de Montréal
- Orchestres Tuxedo Enr.
- Chœur Polyphonique de Charlevoix
- Le Cirque Éloize
- Orchestre Symphonique de Trois-Rivières
- Les Productions Roquitto
- Production Musique Pro
- Vincent Beaulieu
- Les Productions Chamade
- Orchestre symphonique de la Montérégie (OSMONT)
- Blou Bar
- Bar les voûtes Napoléon (2971-9499 Québec Inc.)
- Logistik 22 inc.
- Famille Dufour, Hôtels et Croisières
- L'Auberge des Gouverneurs Ste-Foy
- Hôtel Holiday Inn de Sainte-Foy
- L'Association des producteurs de spectacles des hôtels du Grand Montréal

- L'Agence du Faubourg

La Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTeC) a déposé les ententes collectives conclues avec :

- La Société de radiodiffusion du Québec
- L'Association des producteurs de films et de télévision du Québec

La Société professionnelle des auteurs et compositeurs du Québec (SPACQ) a déposé l'entente collective conclue avec :

- Groupe TVA inc. 2000

L'Association québécoise des auteurs dramatiques (AQAD) a déposé les ententes collectives conclues avec :

- Théâtres Unis Enfance Jeunesse
- L'Association des compagnies de théâtre inc.

L'Association des professionnel-le-s de la vidéo du Québec (APVQ) a déposé les ententes collectives conclues avec :

- Productions Louise Desrosiers et Michael Kelly
- Orbi-XX1 Productions inc.

L'Actra Performers Guild a déposé les ententes collectives conclues avec :

- L'Association des producteurs de films et de télévision du Québec (APFTQ) et the Canadian film and television production association (CFTPA) : *The Independent Production Agreement*
- The Joint Broadcast of the Institute of Canadian advertising and the Association of Canadian advertisers : *The National Commercial Agreement*

5. Demandes de reconnaissance

Aucune nouvelle demande de reconnaissance n'a été soumise à la Commission entre le 1^{er} avril 1999 et le 31 mars 2000.

6. Audiences et demandes pendantes

Deux rencontres préliminaires et vingt-et-une journées d'audience ont été tenues par la Commission au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2000.

Demandes de reconnaissance

Six demandes de reconnaissance sont pendantes devant la Commission, soit les demandes soumises par les associations suivantes :

- L'Union des Artistes (UDA);
- L'Association des professionnels de la vidéo du Québec (APVQ);
- L'Association des producteurs de film et de télévision du Québec (APFTQ);

- L'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ);
- L'Association des producteurs conjoints (APC);
- L'Association des producteurs en multimédia du Québec (APMQ).

Par ailleurs, les demandes de l'UDA et de l'APVQ sont en délibéré.

Autres demandes

- Une requête pour ordonnance provisoire a été déposée par la *Guilde des musiciens du Québec* dans le cadre d'un conflit l'opposant à l'*Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo*, cette dernière ayant contesté la recevabilité de celle-ci. La requête de la Guilde a été déclarée irrecevable sur le banc par la Commission le 18 novembre dernier.
- Une requête visant à faire révoquer la décision rendue par la Commission dans l'affaire *Stéphane Tremblay* et l'*Association des professionnels de la vidéo du Québec* a été soumise par l'*Association des producteurs de film et de télévision du Québec*. Celle-ci a toutefois été déclarée irrecevable par la Commission le 15 mars dernier.
- Parallèlement à sa demande de reconnaissance, la requête de l'*Association des producteurs en multimédia du Québec* quant à l'applicabilité de la Loi au multimédia a été entendue au cours des derniers mois.
- Enfin, le 30 mars dernier, l'*Union des Artistes* déposait une requête pour jugement déclaratoire visant à faire déclarer que le *Réseau indépendant des diffuseurs d'événements artistiques unis (RI-DEAU) inc* est une association non reconnue de producteurs.

7. Associations reconnues

Deux associations d'artistes ont été reconnues au cours de l'année soit :

l'*Actra Performers Guild (APG)* qui a été reconnue le 27 juillet 1999 aux fins de représenter :

« Tous les artistes exécutants dans tous les domaines de productions artistiques en langue anglaise, sauf le film et les annonces publicitaires, à l'exclusion de ceux représentés par *Canadian Actor's Equity Association*. »

et

la *Writers Guild of Canada (WGC)* qui a été reconnue le 8 octobre 1999 aux fins de représenter :

« Tous les auteurs de texte de langue autre que française dont les services sont retenus par un producteur pour l'enregistrement sur un disque ou un autre mode d'enregistrement du son, à l'exclusion de l'enregistrement d'une annonce publicitaire, dans la province de Québec. »

Ces reconnaissances ont pris respectivement effet le 21 août 1999 pour l'APG et le 30 octobre 1999 pour la WGC, dates auxquelles un avis a été publié à la *Gazette Officielle du Québec* conformément à l'article 19 de la Loi.

8. Décisions

Trente-sept décisions ont été rendues par la Commission au cours de la dernière année :

- trente-deux avaient trait à la désignation de médiateurs ou d'arbitres soit :
 - 23 désignations de médiateur;
 - 2 désignations d'arbitre de différend et
 - 7 désignations d'arbitre de grief.
- une portait sur la définition du secteur de négociation de la *Writers Guild of Canada*;
- deux avaient trait à l'applicabilité de la Loi et à l'interprétation de la définition de producteur dans le cadre de demandes de désignation de médiateur;
- une disposait d'une requête en révocation de décision de la Commission, et
- deux accordaient la reconnaissance aux associations d'artistes suivantes : l'*Actra Performers Guild* et la *Writers Guild of Canada*

9. Protection des renseignements personnels

Le 12 mai 1999, le gouvernement adoptait le plan d'action gouvernemental pour la protection des renseignements personnels (PRP) et conviait les ministères et organismes à instituer un comité de PRP ayant notamment pour mandat de procéder à une évaluation annuelle du niveau de PRP.

Dans le cadre de celui-ci, la Commission s'est intégrée au comité de PRP de son ministère de rattachement, soit le ministère de la Culture et des Communications.

Au chapitre de la formation, le président et la vice-présidente de la Commission ont assisté à une séance de formation conçue spécifiquement pour les haut dirigeants des ministères et organismes et visant une mise à niveau des connaissances sur divers aspects de la protection des renseignements personnels.

La formation obligatoire a également été suivie par la responsable de la protection des renseignements personnels, soit la secrétaire et conseillère juridique de la Commission.

Enfin, compte tenu de la taille de la Commission, les activités de sensibilisation se sont déroulées par le biais de réunions du personnel.

En ce qui a trait aux priorités d'action de la prochaine année, la Commission entend procéder à l'adoption d'un plan d'action de PRP de façon à assurer le respect des exigences de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* dans le cadre de ses activités.

10. Code de déontologie

Conformément au *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1998, la Commission se dotait en août dernier d'un Code de déontologie dont le texte est publié ci-après.

Aucune plainte n'a été déposée depuis en regard de son application.

CODE DE DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS D'ARTISTES ET DES ASSOCIATIONS DE PRODUCTEURS

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE

la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs est un organisme gouvernemental à la fois de type administratif et juridictionnel;

ATTENDU QUE

le *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*, (Décret 824-98, G.O.Q., 30 juin 1998.) prévoit que chaque organisme du gouvernement doit adopter un code d'éthique et de déontologie pour ses membres;

ATTENDU QUE

le présent code d'éthique et de déontologie doit être conforme aux normes édictées dans le *Règlement*;

Le président de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et de associations de producteurs, après consultation des membres édicte le présent Code d'éthique et de déontologie.

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET INTERPRÉTATIVES

Article 1 :

Dans le présent Code, à moins que le contexte ne l'indique autrement, les mots suivants désignent :

- a) « **Loi** » : *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma*, L.R.Q., c. S-32.1, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et modifiant d'autres dispositions législatives*, L.Q. 1997, c.26;
- b) « **tribunal** » : Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs;

- c) « **membre** » : personne nommée en vertu de l'article 44 de la Loi ;
- d) « **président** » : le président du tribunal et responsable de l'administration et de la direction du personnel.

Article 2 :

Le présent Code vise à assurer l'intégrité, l'impartialité et l'indépendance des membres du tribunal en édictant des normes élevées de conduite correspondant aux critères spécifiques des tribunaux administratifs et à la mission de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs.

Article 3

Le membre du tribunal est tenu de respecter les règles de déontologie prévues par la loi et le présent Code.

Il en est de même pour le secrétaire lorsque lesdites règles s'appliquent à l'exercice de ses fonctions.

SECTION II INDÉPENDANCE ET EXCELLENCE

Article 4 :

Le membre remplit son rôle avec soin, probité et dignité dans la tradition d'accessibilité et de célérité attendue d'un tribunal administratif.

Article 5 :

Le membre préserve l'intégrité du tribunal et agit conformément à la dignité, à l'honneur et à l'indépendance du tribunal. Il demeure à l'abri de toute influence qui ne respecte pas ce principe fondamental.

Article 6 :

Le membre démontre un intérêt soutenu en matière de droit des artistes et développe son expertise en s'assurant de maintenir à jour et d'améliorer ses connaissances et ses habilités professionnelles de façon à remplir adéquatement les exigences de sa charge.

Article 7 :

Le membre exerce ses fonctions sans discrimination et fait preuve de considération, de respect et de courtoisie à l'égard des personnes qui se présentent devant le tribunal.

SECTION III IMPARTIALITÉ

Article 8 :

Le membre, de façon manifeste, agit et paraît agir de manière impartiale et objective. La norme d'impartialité applicable est celle des cours de justice.

Article 9 :

Le membre s'abstient de donner des avis juridiques portant sur le droit des artistes et des producteurs et évite toute intervention concernant un dossier qui n'est plus de son ressort.

Article 10 :

Le membre fait preuve de neutralité politique, de réserve et de prudence dans l'exercice de ses fonctions.

Il évite d'exprimer des opinions susceptibles de faire naître des doutes sur son objectivité ou son impartialité.

Toutefois, il jouit de la liberté d'expression, de croyance, d'association et d'assemblée tout en préservant la dignité, l'impartialité et l'indépendance du tribunal.

SECTION IV INTÉGRITÉ

Article 11 :

Le membre s'abstient de toute activité incompatible avec l'exercice de ses fonctions. Ainsi, le membre doit éviter de se placer dans une situation de nature à porter atteinte à son intégrité, son indépendance, sa dignité ou à diminuer la confiance des artistes et des producteurs envers le tribunal. Il se récuse devant toute situation susceptible de jeter un doute sur son impartialité.

Article 12 :

Le membre évite de se placer dans une situation de conflit direct ou indirect entre son intérêt personnel et celui du tribunal.

Le membre divulgue au président du tribunal tout intérêt direct ou indirect qu'il a dans un organisme, une entreprise ou une association susceptible de le placer dans une situation réelle ou apparente de conflit d'intérêts.

Article 13 :

Le membre évite de participer à des sollicitations de fonds.

SECTION V COMPORTEMENT

Article 14 :

Le membre est soumis aux directives administratives du président.

Article 15 :

Le membre s'acquitte avec diligence, efficacité et objectivité de ses devoirs. Il veille au bon déroulement de l'audience, s'assure que chaque partie a la faculté d'être entendue et de faire valoir pleinement ses prétentions, sous réserve de règles de droit applicables.

Article 16 :

Le membre participe activement au délibéré et à l'élaboration de la décision dans le respect du fonctionnement collégial, de l'expertise et de la compétence spécifique de chacun afin de maintenir un niveau élevé de qualité et de cohérence.

Article 17 :

Le membre respecte le secret du délibéré; il réserve la confidentialité des débats, échanges ou discussions du tribunal, sauf en ce qui a trait à l'opinion rapportée dans la décision.

Toutefois, il peut donner des informations de portée générale concernant la procédure et la pratique du tribunal.

Article 18 :

Le membre rend des décisions claires, motivées et avec la plus grande diligence.

SECTION VI CONFIDENTIALITÉ

Article 19 :

Le membre est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions et doit en respecter le caractère confidentiel sous réserve des dispositions applicables de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q., c. A-2.1.

Le membre qui cesse d'exercer ses fonctions évite de divulguer toute information confidentielle obtenue pendant la durée de son mandat, d'en tirer un avantage indu, de donner des conseils, ou d'agir pour autrui relativement à toute opération sur laquelle il détient de l'information non disponible au public.

SECTION VII EXCLUSIVITÉ DES FONCTIONS

Article 20 :

Le membre à temps plein exerce ses fonctions de façon exclusive. Toutefois, il peut, avec le consentement écrit du président, exercer des activités didactiques rémunérées ou exercer des activités non rémunérées dans des organismes sans but lucratif, à la condition que cela ne compromette pas l'impartialité du tribunal ou son efficacité.

Article 21 :

Le membre à temps partiel n'est pas tenu à l'exercice exclusif de ses fonctions. Toutefois, il ne peut se placer dans une situation incompatible avec l'exercice de ses fonctions.

Le membre à temps partiel ne peut agir pour le compte d'une partie devant le tribunal.

Tel que prévu en annexe, le membre du tribunal doit divulguer annuellement toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts réel ou apparent

SECTION VIII SANCTION

Article 22 :

Le membre qui déroge au présent Code d'éthique et de déontologie peut se voir imposer une sanction conformément au *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*

SECTION IX DISPOSITION FINALE

Article 23 :

Le présent Code entre en vigueur le premier septembre 1999.



ANNEXE

DIVULGATION RELATIVE AUX SITUATIONS DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

- ☐ J'atteste avoir pris connaissance du Code de déontologie de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs.

DÉCLARATION

- ☐ annuelle. ☐ année en cours.

EMPLOI À L'EXTÉRIEUR DE LA COMMISSION

- ☐ Je n'occupe pas d'autre emploi.
☐ Je suis un travailleur autonome.

Précisez le nom et l'adresse de votre entreprise : _____

- ☐ J'occupe un emploi à l'extérieur de la Commission :

Précisez le nom et l'adresse de l'employeur : _____

ASSOCIATIONS

- ☐ Je suis membre d'une ou des associations :
☐ d'artistes; ☐ de producteurs; ☐ sans but lucratif.

Précisez lesquelles : _____

ACTIVITÉS CIVIQUES OU CHARITABLES

- ☐ Je n'ai pas de telles activités;
☐ J'ai des liens avec les organismes suivants : _____

AUTRES ASSOCIATIONS SUSCEPTIBLES DE ME PLACER EN SITUATION DE CONFLIT D'INTÉRÊTS RÉEL OU APPARENT

Précisez lesquelles : _____

- ☐ Je m'engage à déclarer en cours d'année toute nouvelle situation susceptible de me placer en conflit d'intérêts réel ou apparent.

Date : _____

Signature : _____